

# La Grande Convergence et le défi des pays riches

Luiz Carlos Bresser-Pereira

Conférence à l'Université de Clermont Ferrand,  
5 février, et à l'École d'Hautes Études en  
Science Sociale, Paris, 9 février 2011

## Questions

1. Pour quoi les pays riches croissent à un taux beaucoup plus bas que les pays à revenu moyen?  
Après la crise de 2008, la croissance des pays riches est au tour de 2% versus 6% pour les pays à revenu moyen.  
Les pays en développement déjà représentent la moitié du PIB mondial.  
Grâce à la croissance spectaculaire de la Chine et de l'Inde, le centre de l'économie mondiale change vers l'Asie.
2. Est-ce que il y a des alternatives plus satisfaisant pour les pays riches?

## Quatre types de pays

1. Pays riches
2. Pays à revenu moyen (qui ont déjà fait sa révolution capitaliste)
3. Pays en train de faire sa révolution capitaliste (Egypte, Colombie, Venezuela, Tunisie)
4. Pays pauvres (qui n'ont pas fait sa révolution capitaliste, mais, en sa majorité, essaye de la faire)
5. La somme du deuxième et du troisième type forment les « pays en développement ».  
La somme du premier et e deuxième type constituent les pays qui ont déjà « complété » leur révolution capitaliste.  
Entre le pays pauvres et les émergents il y a un quatrième type de pays : ceux qui sont en train de faire leur révolution capitaliste. Ils ont déjà une économie d'exportation de biens primaires, ou de tourisme, ou nourri para envois [remessas] de ses émigrants aux pays riches, qui a viabilisé la formation d'une basse classe moyenne professionnel mal payée, sans emplois correspondantes à leur niveaux d'éducation. (Dans les pays autoritaire c'est ce group là que généralement demande démocratie plus fortement).

## Qu'est que dis la théorie économique ?

### 1. La vision orthodoxe ou conventionnelle est

que le pays en développement doivent rattraper graduellement le niveau de vie des pays riches (la convergence) en raison de

- a. le coût de la main d'œuvre plus bas ;

b. la relation plus favorable entre la population active et les gens en retraite.

## 2. D'accord avec la vision structuraliste

ces choses sont vraies, mais à de conditions :

1. le rattrapage arrive seulement pour les pays qui ont réalisé sa révolution capitaliste, c'est à dire, forment un État-nation vraiment autonome, et s'industrialisent

pour cela est souvent nécessaire la formation d'une alliance politique entre la bureaucratie de l'Etat et la bourgeoisie industrielle.

2. L'impérialisme est resté vivant après la fin du colonialisme :

- a. Les pays riches essaient de neutraliser la révolution nationale parce qu'elle dérange les intérêts de court terme de ses entreprises multinationales.

- b. Ils adoptent trois stratégies de neutralisation :

1. S'allier à la classe dominante locale la devenant dépendante ou « compradora ».
2. convaincre les pays en développement à s'endetter en monnaies fortes, de telle manière à les maintenir dépendantes financièrement et à maintenir leurs taux de change cycliquement surévalués.
3. les convaincre à accepter leurs « sages » recommandations : libéraliser et déréguler tout. C'est le consensus de Washington ou le « taper l'escalier » de Friedrich List et Ha-Joon Chang.

Qu'est qu'il a arrivé entre 1950 (quand le « problème du développement » a été posé) et 1980?

1. Seulement un petit nombre de pays en développement ont réussi à faire sa révolution capitaliste et devenus pays à revenu moyen

Brésil, Mexique, Argentine, Chile, Costa Rica  
Corée du Sud, Taiwan, Singapour,  
Turquie, Afrique du Sud

Tous ces pays ont réussi à faire sa révolution capitaliste avec une forte intervention de l'Etat

2. la majorité des pays en développement ont resté pauvres, prisonniers de le « piège de la pauvreté » et du impérialisme
3. La croissance des pays du premier group n'était pas fort le suffisant pour justifier l'idée que le rattrapage avait se généralisé et que le centre économique du monde changeait.  
L'hégémonie des pays riches et particulièrement des États Unies restait ferme.

**Qu'est-ce que a arrivé ?**

**Depuis 1980, tout commence à changer**

1. En tant que les pays d'Amérique Latine et de l'Afrique s'effondrent dans la crise de la dette externe et s'affaiblissent,
2. la Malaisie, Indonésie, Thaïlande, et, en spécial, de la Chine, avancent dans leurs révolution capitaliste.

Dans les années 1990,

3. l'Inde et le Vietnam complètent aussi leurs révolutions capitalistes et s'ajoutent au pays à revenu moyen.
4. Les crises financières arrivent partout, aux pays riches et aux pays en développement, et même à quatre pays asiatiques dynamiques.
5. Le taux de croissance des États Unies et principalement de l'Europe et du Japon baissent. Dans le cas de ce dernier, après 1990, c'est la stagnation.

**Crise financière globale de 2008**

Le changement référé au début (rattrapage et changement du centre économique du monde) devient claire pour presque tous.

Le Japon continue stagné.

L'Europe devient encore plus pessimiste.

Les Etats Unies continuent le pays plus riche du monde,

mais à la quasi stagnation des salaires depuis les années 1980 s'ajoute en taux de chômage inacceptable politiquement pour un pays où les inégalités économiques sont tellement accentuées.

### **Les pourquoi**

**Aux pays riches, le problème a été l'effet boomerang**

**Les propositions de libéralisation et de dérégulation faites aux pays en développement,**

**et l'endettement des familles et des entreprises (qui les marchés financiers « efficaces » contrôleraient)**

**furent adoptés internement et ont causé le désastre.**

**Dérégulation et endettement interne ont été les deux principales causes de la crise financière globale de 2008.**

**Les investissements externes (accompagnés souvent de délocalisation) bénéficient seulement les riches dans les pays riches, pas les pauvres qui perdent ses emplois.**

**En revers, aux pays émergents, la prise de conscience**

1. Ils ont appris avec *les crises*.
2. Ils finalement ont commencé à comprendre
  - a. la relation toujours *cachée* entre le taux de change et le taux de croissance.
  - b. l'existence d'une tendance cyclique à la surévaluation du taux d'échange causé
    - (b1) par la maladie hollandaise non neutralisée
    - (b2) et pour les entrées de capitaux ou pour la tentative de croissance avec épargnes externes

### **La maladie hollandaise et sa neutralisation.**

Donné les bas salaires et le large écart entre les salaires, la Chine confronte aussi la maladie hollandaise. C'est pour cela qu'elle contrôle de forme serrée son taux de change).

### **La critique de la croissance avec épargne externes**

Accepter les financements des pays riches augmente plutôt la consommation que les investissements, parce que les conséquentes entrées de capital appréciées le taux de change, et les opportunités d'investissement tournées vers l'exportation baissent. Le résultat est un haut taux de substitution des épargnes internes par les externes au lieu de l'augment

3. Donnée cette compréhension, ils
  - a. imposent des impôts chaque fois plus grands sur les commodities exportées.
  - b. après les expériences *désastreuses* d'endettement des années 1990, ils ont commencé à refuser ou à limiter le financement externe et à chercher superavits en compte courant.

Celle là est la de raison de l'immense croissance des réserves internationales des pays à revenu moyen.

- c. Ils ont continué à accepter des investissements directs, mais commencent à imposer des restrictions, et à faire investissements compensatoires dans les pays riches.

À la mesure que ça arrive, l'ouverture de leurs marchés internes à les pays riches commence, finalement, à avoir *réciprocité*.

### **Les grands surplus en compte courant et la croissance plus forte é causé**

1. par l'existence d'un nombre plus grande de pays émergent – qui on compléter leur révolution capitaliste
2. pour leur habilité en contrôler le taux d'échange

*[Graphique que résume la tendance à la surévaluation cyclique du taux de change]*

## Les nouvelles difficultés des pays riches

Au delà

**du coût de la main d'œuvre plus haut**

**de la relation plus haute de population retirée et population en âge de travailler,**

**et du contrôle du taux d'échange par les pays émergents, que réduit la demande d'exportation des pays riches (Pour accéder aux marchés internationaux les pays riches font face à la concurrence des pays à revenu moyen)**

**Il y a un problème de demande interne grave :**

**En tant que les gens et les entreprises trouvent que doivent payer ces dettes, la demande interne ne sera rétablie.**

### **Quelles alternatives pour les pays riches ?**

**1. Changer son attitude en relation aux révolutions nationales et à l'industrialisation des pays pauvres.**

Oui, mais ça suppose une pensée de moyen terme. Ça suppose couper leur association avec les élites corrompues? L'impérialisme est seulement viable pour des élites dépendantes en pays très pauvres qui n'ont fait sa révolution capitaliste

**2. Comprendre que le temps de la force ou de la guerre pour régler les questions internationales est fini?**

Oui, donc, réduire les dépenses militaires.

**3. Insister dans le consensus de Washington et, plus largement, le néolibéralisme, est démoralisée**

Mais la théorie économique néoclassique que donnait validité « scientifique » à cette idéologie est également démoralisée. Il est peu probable que les pays en développement continueront à accepter la appréciation cyclique du taux de change.

**4. Comprendre que les relations entre pays riches, moyens e pauvres peut être un jeu de résultat plus grande que zéro ?**

Oui, mais ça demande limiter dans le court terme les profits des entreprises des pays riches qui ont des relations de finance, commerce, ou d'investissement direct avec les pays pauvres.

**5. Augmenter la productivité, investir dans l'éducation et la technologie ?**

Dans un monde où le capital est chaque fois plus abondant, la meilleure qualité de la main d'œuvre et de la connaissance nationale reste le grand avantage des pays riches, mais les pays à revenu moyen ne cessent pas d'investir là.

## **6. Augmenter la réglementation des marchés**

Sans doute. C'est ce qu'on fait aujourd'hui. Il est fondamentale insister. Le coût des crises financières est entièrement dispensable. Il ne peut pas être éliminé, mais peut être substantiellement réduite.

## **7. Réduire les salaires réels pour conserver la compétitivité ?**

Ça a été la « solution » trouvée par l'Allemagne. Elle marche, mais le coût pour les ouvriers est grand.

## **8. Engager plus nettement dans la flexisécurité?**

Il s'agit d'une alternative toujours bonne: les coûts de la protection sociale doivent être le plus possible de l'Etat, financés par d'impôts.

## **9. Avancer dans la réforme managérielle de l'Etat?**

Ça est essentiel. Le coût de la consommation sociale (et, donc, de grandes services sociales de l'Etat) est déjà plus bas que le coût de la consommation privée, mais il est possible de baisser encore plus ces coûts.

## **10. Augmenter le déficit public pour créer demande**

Non, l'expansion fiscale est recommandée dans les moments de crise, mais pendant un temps court, parce que la bonne santé des finances publiques est essentielle

## **11. Limiter les déficits et superavits en compte courant ?**

Oui. Comme dans le cas de le déficit public un limite de 3% du PIB serait recommandable. La neutralisation de la maladie hollandaise avec un impôt sur les exportations est nécessaire. Cet impôt déplace la courbe d'offre des commodities taxées vers la gauche et le haut – vers l'équilibre « industriel » - cause la dépréciation et un surplus en compte courant. Mais ce surplus doit être limité.

## **12. Et les accords internationaux?**

Dans un monde globalisé où on essaye de créer un Système Politique Globale au tour des Nations Unies, ils sont chaque fois plus importants.

**De toute manière, les perspectives ne sont pas mauvaises.**

Le rattrapage est inévitable, et les déficits en compte courant aussi. Donc, les transferts d'actives vers les pays qui neutralisent leur maladie hollandaise (ou que profitent de leurs rentes ricardiennes) et créent des grandes fonds souverains est aussi inévitable.

Mais les pays riches ne reviendront pauvres. Ils continueront à se développer.

Les entreprises multinationales auront chaque fois plus d'actionnaires des pays émergents, mais continueront à avoir un rôle clé dans la mondialisation.

Les marchés financiers seront mieux régulés.

Et les européens qui ont déjà un Etat social forte et démocratique, continueront à le construire.